

RAPPORT DE GESTION

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. (le « rapport de gestion »). Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 8 mars 2022. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, en comparaison de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 et les notes y afférentes.

Le présent rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Les déclarations prospectives englobent, sans s'y limiter, les prévisions financières et d'autres déclarations présentées à la rubrique intitulée « Perspectives » ci-après, qui sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, la conjoncture économique et la situation des marchés (y compris l'incidence de la pandémie du coronavirus [COVID-19]), l'évolution de la demande des clients pour les produits et services de la Société, les prix de vente des produits, la disponibilité et le coût des matières premières, les fluctuations des taux de change des devises, la capacité de la Société à se procurer des capitaux, ainsi que les facteurs et hypothèses auxquels on réfère dans le présent document ainsi que dans les documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements survenant après la date des présentes, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers consolidés audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IFRS ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada (« CPA Canada »), Comptabilité – Partie 1. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle ainsi que les rapports trimestriels et annuels de la Société, en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la rubrique Investisseurs du site Web de la Société au www.stella-jones.com.

NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones est le chef de file en matière de produits en bois traité sous pression en Amérique du Nord. La Société fournit des poteaux en bois à l'ensemble des grandes sociétés de services publics d'électricité et entreprises de télécommunications du continent, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants nord-

américains de chemin de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. Stella-Jones fournit aussi des produits industriels, notamment du bois pour les ponts ferroviaires et les passages à niveau, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction et des produits à base de goudron de houille. Ces catégories de produits liées aux infrastructures représentent, en général, environ entre 70 et 75 % des ventes réalisées par la Société.

La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre et d'accessoires à usage résidentiel de première qualité qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante des activités de la Société dans ce secteur consiste à desservir le marché canadien par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution.

Stella-Jones poursuit avec succès une stratégie de consolidation dans l'industrie des produits en bois traité sous pression et a réalisé plus de 20 acquisitions depuis 2003. Ces acquisitions ont permis à la Société d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. La stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

Stella-Jones possède une capacité démontrée à consolider les industries dans lesquelles elle est présente tout en générant de la croissance, organique et par le biais d'acquisitions, et en livrant d'excellents résultats année après année. Ce bilan de réussites sert d'assise à la génération de flux de trésorerie robustes qui permettent à la Société de réinvestir continuellement dans ses activités et de remettre du capital aux actionnaires par le biais de l'augmentation régulière du dividende et du rachat d'actions.

La Société exploite 42 usines de traitement du bois, 12 installations d'écorçage de poteaux et une distillerie de goudron de houille. Ces installations sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau de distribution. À la clôture de l'exercice 2021, les effectifs de la Société s'élevaient à environ 2 400 employés.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

NOTRE MISSION

Stella-Jones vise à devenir le chef de file au chapitre de la performance dans les secteurs d'activité où elle est présente, en plus d'être un citoyen corporatif exemplaire, qui agit avec intégrité et respecte des normes rigoureuses en matière de considérations environnementales, sociales et de gouvernance.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail sécuritaire, respectueux de l'individu, inclusif et stimulant et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

C'est en priorisant la satisfaction de la clientèle, les pratiques de travail innovantes et l'optimisation de ses ressources ainsi qu'en investissant dans ses effectifs au moyen de la formation et du développement qui favoriseront l'avancement professionnel dans l'ensemble de l'organisation que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

NOTRE STRATÉGIE

La stratégie de Stella-Jones vise à consolider sa position de chef de file dans ses principales catégories de produits et dans ses marchés clés, grâce à la croissance organique, l'efficacité de son réseau, l'innovation et la réalisation d'acquisitions rentables. La Société demeure à l'affût d'opportunités liées aux infrastructures ainsi que d'autres occasions stratégiques afin de tirer parti de son vaste réseau, de sa clientèle bien établie, de son approvisionnement

en fibre et de ses nombreux avantages concurrentiels, et qui contribueront également à sa capacité à générer des flux de trésorerie soutenus.

La Société s'est engagée à intégrer les considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans ses décisions d'affaires quotidiennes et ses stratégies, reconnaissant que la prise en compte de ces facteurs la rendra plus résiliente, agile et durable.

Gestion du capital

La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre la croissance des investissements et la remise de capital aux actionnaires.

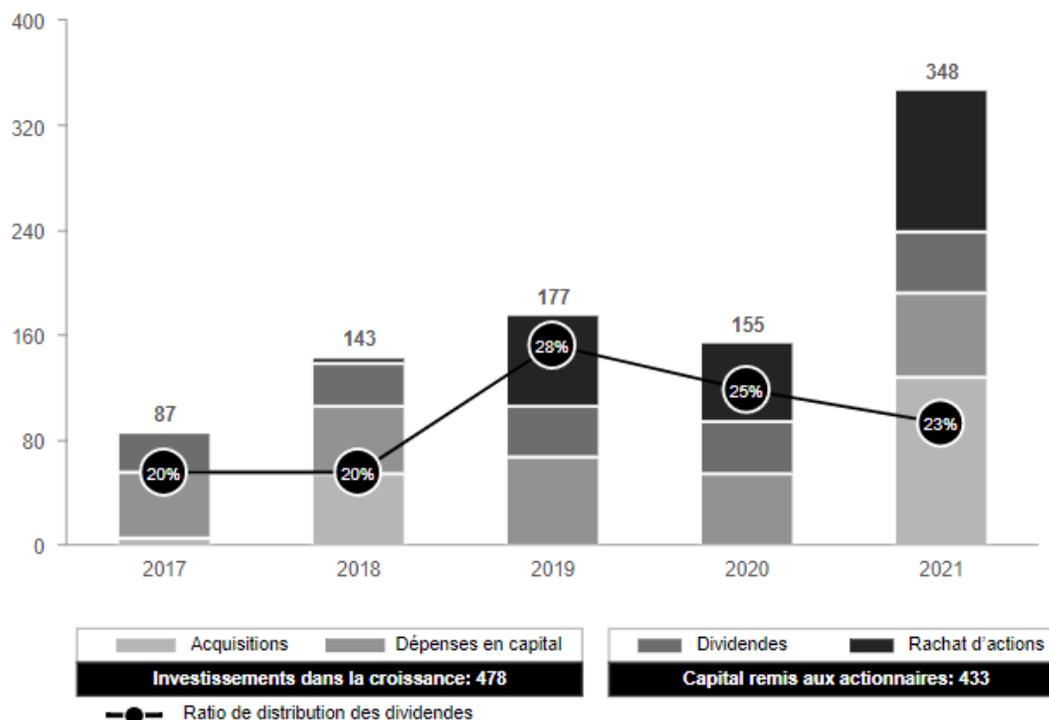
La stratégie actuelle de la Société compte ainsi de :

- Continuer d'investir de 50 à 60 millions \$ annuellement dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable, ainsi que de soutenir sa croissance interne et sa productivité;
- Élargir le programme de dépenses en immobilisations et investir de 90 à 100 millions \$ supplémentaires de 2022 à 2024 afin de soutenir la croissance anticipée à un chiffre dans le haut de la fourchette de sa catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats dans le futur;
- Maintenir le versement durable de dividendes, avec comme objectif un niveau correspondant à une fourchette de 20 % à 30 % du résultat par action déclaré du précédent exercice;
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais du rachat d'actions.

Dans le cadre de sa stratégie d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir un ratio dette nette/BAIIA de 2,0 x à 2,5 x, mais la Société pourrait dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions et saisir d'autres opportunités stratégiques, et/ou encore financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement.

L'affectation des capitaux de la Société depuis 2017 se résume comme suit :

(en millions \$, à l'exception des %)



PERSPECTIVES

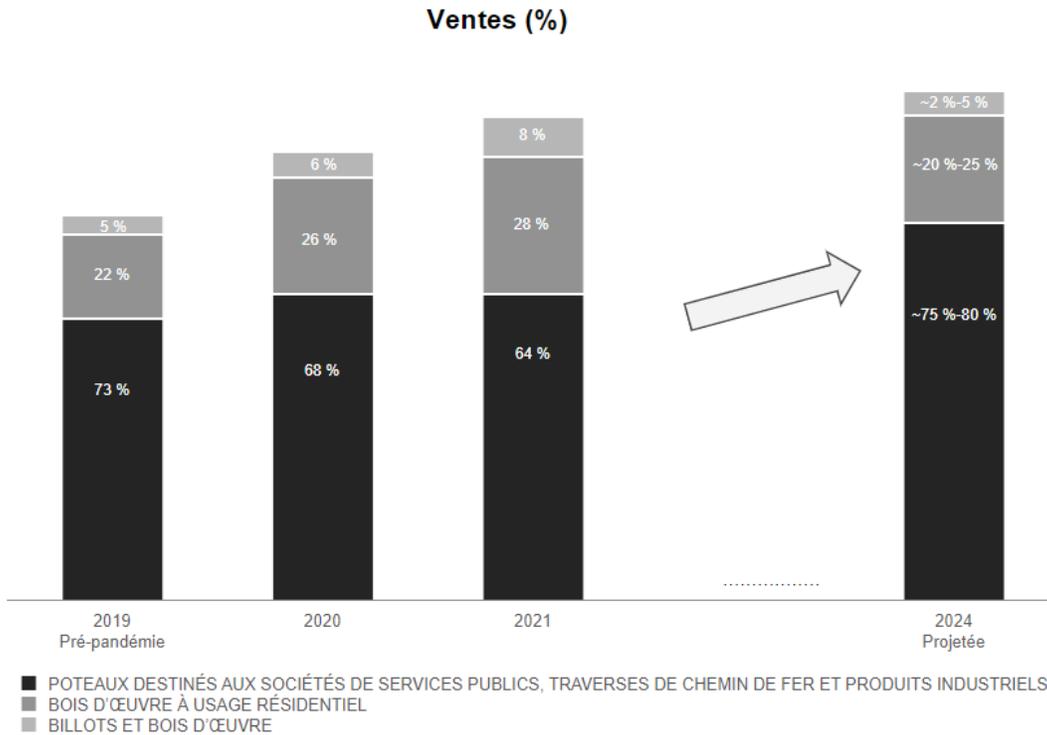
Les ventes de Stella-Jones sont principalement réalisées auprès d'entreprises liées aux infrastructures névralgiques. Bien que toutes les catégories de produits puissent connaître des fluctuations à court terme, le volume d'affaires repose essentiellement sur les besoins de programmes d'entretien et de remplacement qui font l'objet d'une planification à long terme. Pour cadrer avec cet horizon à plus long terme, ainsi que dans le but de mieux rendre compte du rythme prévu des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel et de réduire l'impact à plus court terme des prix des produits de base, la Société formulera désormais ses prévisions dans une perspective triennale.

Poursuite de la croissance des ventes et du BAIIA :

La Société prévoit de générer une croissance annuelle de ses ventes avoisinant 5 % en comparaison des niveaux pré-pandémiques de 2019 et a comme objectif de maintenir une marge du BAIIA⁽¹⁾ d'approximativement 15% pour la période 2022-2024.

⁽¹⁾ Il s'agit d'un ratio non conforme aux PCGR qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse le comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

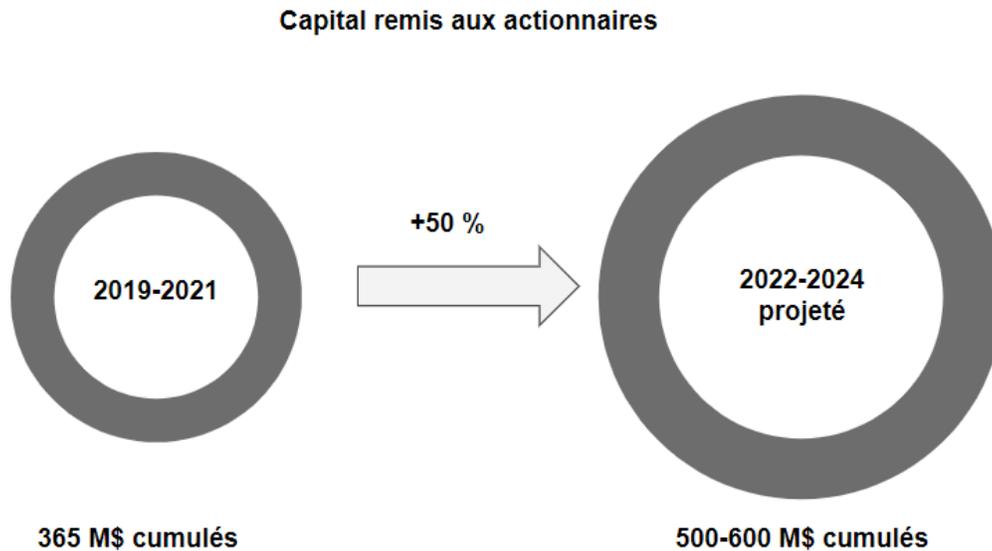
Au cours des trois prochaines années, la Société anticipe une croissance soutenue de ses activités liées aux infrastructures, à savoir les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et les produits industriels. Elle compte exploiter le plein potentiel de la capacité supplémentaire que lui procurent ses plus récentes acquisitions de Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc. et Cahaba Timber, Inc. et mettre à contribution ses dépenses en immobilisations additionnelles prévues pour répondre à la demande croissante de sa base clients liée aux infrastructures. Étant donné la normalisation anticipée des prix de marché du bois d’œuvre et la croissance prévue de ses entreprises liées aux infrastructures, la Société prévoit que d’ici 2024, les ventes de bois d’œuvre à usage résidentiel se stabiliseront autour de 20 % à 25 % de ses ventes totales prévues.



La Société demeurera à l’affût d’autres occasions de réaliser des acquisitions susceptibles de contribuer à la poursuite de la croissance dans ses catégories de produits liées aux infrastructures. Stella-Jones examine également des occasions de croissance dans des secteurs d’activité adjacents où elle pourrait mettre à contribution ses connaissances fondamentales et ses attributs clés pour générer des flux de trésorerie robustes et soutenus qui permettront à la Société de réinvestir dans ses activités, réaliser d’autres acquisitions et remettre du capital aux actionnaires.

Mettre à profit les flux de trésorerie robustes générés :

Compte tenu de ses perspectives triennales actuelles, la Société prévoit de remettre aux actionnaires un montant approximatif de 500 à 600 millions \$ pendant la période 2022-2024. En ce qui a trait aux acquisitions stratégiques, la Société prévoit d'augmenter son effet de levier pour financer de telles opportunités. Concernant sa stratégie d'affectation des capitaux, la Société vise un ratio d'endettement de 2,0 x à 2,5 x et pourrait temporairement dévier et dépasser cette cible pour réaliser des acquisitions.



Catégories de produits

Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Dans le secteur des poteaux destinés aux sociétés de services publics, la Société s'attend à ce que les investissements dans les infrastructures de services publics au cours des prochaines années alimentent la demande et contribuent à rehausser la rentabilité grâce à l'accroissement des volumes et la hausse des prix de vente. La croissance interne devrait profiter de l'accroissement de la demande générée par les programmes d'entretien et de la vente de poteaux munis d'une enveloppe résistante au feu, mais pourrait également bénéficier de l'expansion des réseaux à large bande ainsi que des autres investissements visant à répondre à l'accroissement de la demande et de l'utilisation des véhicules électriques. La Société prévoit d'enregistrer une croissance interne d'un chiffre dans le haut de la fourchette dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics au cours de chacune des trois prochaines années.

Avec la fin de la production mondiale du pentachlorophénol (« penta ») par son unique producteur en décembre 2021, Stella-Jones est aux premières loges de la transition vers une solution de préservation de rechange et échange avec des clients sur les autres produits disponibles. La Société collabore étroitement avec un fournisseur très expérimenté afin de commencer l'utilisation du DCOI, un produit de préservation à base d'huile pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, tout en utilisant en parallèle son stock restant de penta. Stella-Jones s'apprête à effectuer les investissements de capitaux nécessaires à la conversion de ses installations en vue de l'utilisation de produits de préservation de rechange pour mener cette transition.

Traverses de chemin de fer

Dans le secteur des traverses de chemin de fer, la demande soutenue générée par les programmes d'entretien et de remplacement contribuera à améliorer la rentabilité au cours des 36 prochains mois. La solidité du réseau

d'approvisionnement de la Société, incluant un investissement récent dans l'aménagement d'une aire de stockage des approvisionnements, permettra à la Société de continuer à répondre aux besoins de ses clients.

Axée sur l'efficacité de ses actifs, la Société poursuivra la mise à niveau de ses actifs d'exploitation en tirant parti d'améliorations technologiques afin d'automatiser les procédés de production. La Société a récemment investi dans l'installation d'empileuses robotisées dans plusieurs de ses usines de traitement des traverses de chemin de fer et a mis au point un procédé automatisé de pré-placage des traverses qu'elle a déployé dans les installations de son réseau, ce qui a entraîné un accroissement de la productivité et l'élimination quasi totale des blessures liées à ces tâches.

La Société s'attend à une croissance à un chiffre dans le bas de la fourchette dans la catégorie des traverses de chemin de fer au cours de chacune des trois prochaines années.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Stella-Jones a établi des relations de confiance avec de grands détaillants de bois d'œuvre à usage résidentiel à travers l'Amérique du Nord. Ces relations solides, jumelées à la croissance anticipée des secteurs de la construction d'habitations neuves et de la rénovation domiciliaire, devraient générer une demande durable à long terme pour les produits de la Société.

Après la montée sans précédent des prix du bois d'œuvre sur le marché en 2021, la Société croit que les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se normaliseront au cours des trois prochaines années. Par conséquent, elle s'attend à ce que ses ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel diminuent par rapport aux niveaux atteints en 2021, et suppose que les ventes pour la période 2022-2024 surpassent d'environ 35 % leurs niveaux pré-pandémiques de 2019.

Autres hypothèses

La Société a formulé un certain nombre d'hypothèses économiques et de marché pour établir ses prévisions financières sur trois ans et présenter les déclarations de nature prospectives contenues aux présentes.

Ces hypothèses comprennent, sans toutefois s'y limiter, les considérations suivantes :

- Il n'y aura aucune réduction des programmes d'entretien des grands clients dans les catégories des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics.
- Il n'y aura aucune perturbation majeure des activités de fabrication de la Société, de sa chaîne d'approvisionnement ou de ses réseaux de distribution.
- Le dollar canadien s'échangera en moyenne, à environ 1,25 \$ CA par dollar US, et les ventes réalisées aux États-Unis continueront à représenter environ 70 % des ventes totales.
- Les impacts d'éventuelles acquisitions ne sont pas pris en compte.

Ces perspectives sont présentées entièrement sous réserve des déclarations de nature prospective décrites dans le présent rapport de gestion.

PANDÉMIE DE LA COVID-19

Comme ses activités sont essentielles pour l'intégrité des chaînes d'approvisionnement des sociétés de services publics, du secteur ferroviaire et de l'industrie de la construction, l'ensemble des installations nord-américaines de Stella-Jones sont demeurées opérationnelles durant la pandémie de la COVID-19. La Société continue à renforcer les mesures visant à atténuer les risques pour la santé de ses employés, de ses partenaires commerciaux ainsi que des collectivités où elle est présente et à éviter les perturbations. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » pour de plus amples renseignements.

FAITS SAILLANTS

Acquisitions d'entreprises

Le 19 novembre 2021, la Société a finalisé les acquisitions des entreprises Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc. (« Cahaba Pressure ») et Cahaba Timber, Inc. (« Cahaba Timber ») pour un prix d'achat total combiné de 129 millions \$ (102 millions \$ US). Cahaba Pressure se consacre à la fabrication, la distribution et la vente de poteaux, de traverses et de piquets en bois traité et non traité, en plus d'offrir des services de traitement du bois sur mesure. De son côté, Cahaba Timber produit des poteaux et des pieux en bois traité et assure l'approvisionnement en matières premières. Les installations de traitement du bois sont situées à Brierfield, en Alabama, et ont été acquises dans le but de réaliser des synergies.

Le décaissement total associé à ces acquisitions s'élève à 129 millions \$ (102 millions \$ US), excluant les coûts liés aux acquisitions de moins d'un million \$ comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, au poste « Frais de vente et d'administration ». La Société a financé ces acquisitions au moyen de ses facilités de crédit existantes.

Aperçu général de l'exercice 2021

Les ventes ont enregistré une hausse de 8 % pour atteindre 2 750 millions \$ en 2021, comparativement à 2 551 millions \$ lors du précédent exercice, malgré l'incidence négative de la conversion des devises de 127 millions \$. Si on exclut l'incidence de la conversion des devises et l'apport des acquisitions, les ventes de bois traité sous pression ont progressé de 232 millions \$, tandis que les ventes de billots et de bois d'œuvre ont affiché une hausse de 88 millions \$. L'augmentation des ventes de bois traité sous pression est attribuable à la croissance interne enregistrée dans l'ensemble des catégories de produits de la Société : le bois d'œuvre à usage résidentiel a profité de la montée sans précédent des prix du bois d'œuvre sur le marché durant la première moitié de l'exercice qui a plus que compensé la baisse de la demande, la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics a bénéficié d'une augmentation des volumes, de rajustements à la hausse des prix de vente ainsi que d'une composition des ventes plus avantageuse, tandis que la croissance des ventes de traverses de chemin de fer résulte d'un accroissement des volumes qui a plus que compensé les vents contraires qui ont pesé sur les prix durant la première moitié de l'exercice. La hausse des prix du bois d'œuvre sur le marché au cours de l'exercice explique aussi l'accroissement des ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre. Grâce à la croissance des ventes, le BAIIA⁽¹⁾ a augmenté pour atteindre 400 millions \$, en hausse par rapport à 385 millions \$ un an auparavant. Cependant, en raison de la hausse des coûts, la marge du BAIIA⁽¹⁾ a diminué pour s'établir à 14,5 %, comparativement à une marge de 15,1 % lors du précédent exercice. En 2021, le résultat par action de base et dilué a augmenté de 12 % pour atteindre 3,49 \$, contre 3,12 \$ en 2020.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les activités d'exploitation de Stella-Jones ont généré des liquidités de 251 millions \$ et la Société a utilisé les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation pour investir dans les dépenses en capital et remettre 155 millions \$ de capital aux actionnaires, par le biais du rachat d'actions et du versement de dividendes. En 2021, le dividende versé s'est élevé à 0,72 \$ par action, ce qui représente une hausse de 20 % d'un exercice sur l'autre. Au 31 décembre 2021, la situation financière de la Société demeurait solide et le ratio dette nette/BAIIA⁽¹⁾ s'établissait à 2,2 x.

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Faits saillants financiers

Indicateurs clés choisis (en millions \$, sauf les marges et le résultat par action [« RPA »])	2021	2020	2019
Résultats d'exploitation			
Ventes	2 750	2 551	2 189
Bénéfice brut ⁽¹⁾	456	446	358
BAIIA ⁽¹⁾	400	385	313
Résultat d'exploitation	326	309	242
Résultat net	227	210	163
RPA – de base et dilué	3,49	3,12	2,37
Flux de trésorerie liés aux			
Activités d'exploitation	251	178	90
Activités de financement	(58)	(124)	(24)
Activités d'investissement	(193)	(54)	(66)
Situation financière			
Actif courant	1 388	1 319	1 192
Stocks	1 106	1 075	971
Actif total	2 665	2 426	2 281
Dette à long terme ⁽²⁾	734	606	605
Obligations locatives ⁽²⁾	144	139	118
Passif total	1 217	1 053	993
Capitaux propres	1 448	1 373	1 288
Indicateurs clés de rendement			
Marge du bénéfice brut ⁽¹⁾	16,6 %	17,5 %	16,4 %
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	14,5 %	15,1 %	14,3 %
Marge d'exploitation ⁽¹⁾	11,9 %	12,1 %	11,1 %
Rendement sur les capitaux propres moyens ⁽¹⁾	16,1 %	15,8 %	12,7 %
Rendement du capital utilisé ⁽¹⁾⁽³⁾	14,3 %	14,0 %	11,5 %
Ratio du fonds de roulement ⁽¹⁾⁽⁴⁾	5,74	6,05	6,55
Dette nette sur la capitalisation totale ⁽¹⁾	0,38:1	0,35:1	0,36:1
Dette nette/BAIIA ⁽¹⁾	2,2x	1,9x	2,3x
Dividende par action	0,72	0,60	0,56

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

⁽²⁾ Incluant la partie courante.

⁽³⁾ Le rendement du capital utilisé pour l'exercice 2021 exclut l'impact des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber.

⁽⁴⁾ Les ratios des périodes antérieures ont été rajustés pour inclure la partie courante de la dette à long terme, des obligations locatives et des provisions et autres passifs non courants

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Cette rubrique présente des informations requises par le Règlement 52-112 – Information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d’autres mesures financières à l’égard de « mesures financières déterminées » (telles qu’elles sont définies dans le Règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR comprennent :

- **Le bénéfice brut** : les ventes moins le coût des ventes
- **Le BAIIA** : le résultat d’exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d’utilisation et des immobilisations incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement)
- **Le capital utilisé** : la différence entre le total de l’actif et le passif courant
- **Le fonds de roulement** : l’actif courant moins le passif courant
- **La dette nette** : la somme de la dette à long terme et des obligations locatives (y compris la partie courante)

Les ratios non conformes aux PCGR comprennent :

- **La marge du bénéfice brut** : le bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante
- **La marge du BAIIA** : le BAIIA divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement du capital utilisé** : le résultat d’exploitation divisé par le capital utilisé
- **La dette nette sur la capitalisation totale** : la dette nette divisée par la somme de la dette nette et des capitaux propres
- **La dette nette/BAIIA** : la dette nette divisée par le BAIIA

Les autres mesures financières déterminées comprennent :

- **La marge d’exploitation** : le résultat d’exploitation divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement sur les capitaux propres moyens** : le résultat net divisé par les capitaux propres moyens
- **Le ratio du fonds de roulement** : l’actif courant divisé par le passif courant

La direction considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières constituent de l’information utile pour les investisseurs avertis relativement aux résultats d’exploitation, à la situation financière et aux flux de trésorerie de la Société puisqu’elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance. La direction utilise des mesures financières non conformes aux PCGR et d’autres mesures financières pour faciliter la comparaison de sa performance opérationnelle et financière d’une période à l’autre, l’établissement des budgets annuels et l’évaluation de la capacité de la Société à assumer le service de la dette, effectuer les dépenses en capital nécessaires et combler ses besoins en fonds de roulement dans le futur, ainsi que pour évaluer le rendement de la haute direction. La direction utilise la dette nette pour calculer le niveau d’endettement de la Société, ses besoins de liquidité futurs et ses ratios de levier financier.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus comparables des PCGR.

Rapprochement du résultat d’exploitation avec le BAIIA	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre		
	2021	2020	2021	2020	2019
(en millions \$)					
Résultat d’exploitation	32	50	326	309	242
Dotation aux amortissements	20	20	74	76	71
BAIIA	52	70	400	385	313

Rapprochement de la dette à long terme avec la dette nette (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre		
	2021	2020	2019
Dette à long terme incluant la partie courante	734	606	605
Plus :			
Obligations locatives incluant la partie courante	144	139	118
Dette nette	878	745	723
BAIIA	400	385	313
Dette nette/BAIIA	2,2	1,9	2,3

Rapprochement du fonds de roulement et du capital utilisé (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre		
	2021	2020	2019
Actif courant	1 388	1 319	1 192
Moins :			
Passif courant	242	218	182
Fonds de roulement	1 146	1 101	1 010
Plus :			
Actif non courant	1 277	1 107	1 089
Capital utilisé	2 423	2 208	2 099
Capital utilisé - excluant l'impact de Cahaba Pressure et Cahaba Timber	2 275	2 208	2 099

TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de Stella-Jones pour les exercices 2021 et 2020. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes libellés en dollars américains.

Taux \$ US/\$ CA	2021		2020	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Premier trimestre	1,27	1,26	1,34	1,42
Deuxième trimestre	1,23	1,24	1,39	1,36
Troisième trimestre	1,26	1,27	1,33	1,33
Quatrième trimestre	1,26	1,27	1,30	1,27
Exercice	1,25	1,27	1,34	1,27

- Taux moyen : La dépréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au cours de l'exercice 2021, comparativement à 2020, a eu une incidence négative sur les ventes, mais un impact positif sur le coût des ventes.
- Taux de clôture : Au 31 décembre 2021, la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien était restée relativement la même comparativement au 31 décembre 2020. Par conséquent, il n'y a pas eu d'incidence importante sur la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

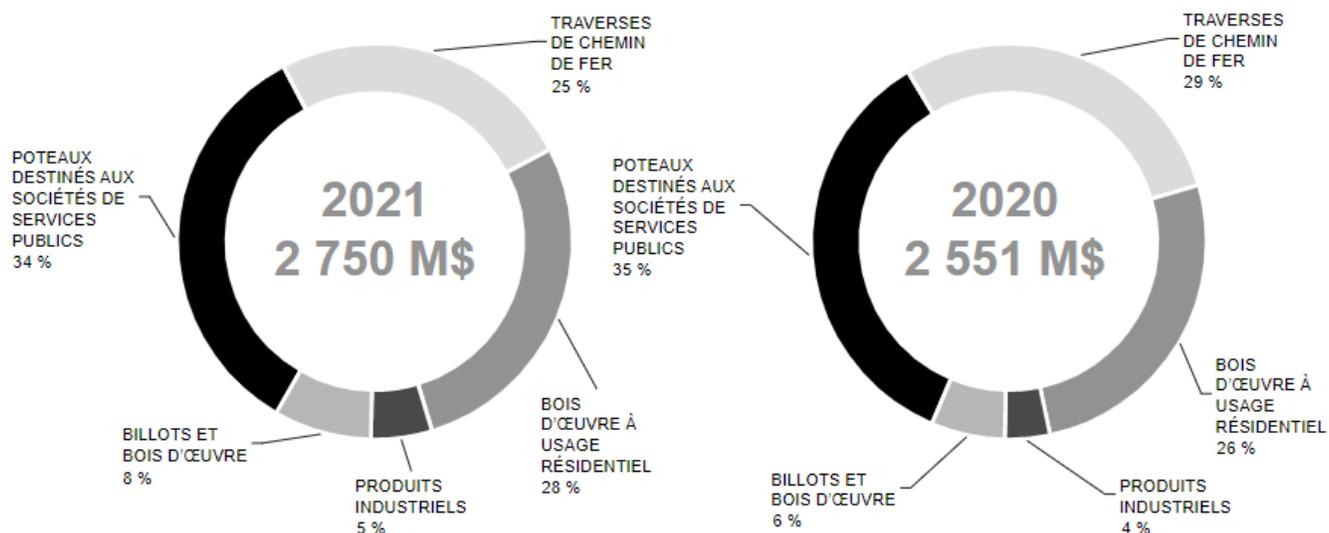
Ventes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les ventes ont atteint 2 750 millions \$, en hausse de 199 millions \$ par rapport aux ventes de 2 551 millions \$ réalisées en 2020. Si on exclut l'apport de six millions \$ des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber, ainsi que l'incidence négative de la conversion des devises de 124 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont augmenté de 232 millions \$, soit 10 %, grâce essentiellement à l'augmentation des prix de vente du bois d'œuvre à usage résidentiel, qui a plus que compensé la baisse de la demande, de même qu'à une hausse des prix de vente, à un accroissement des volumes et à une composition des ventes plus avantageuse dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi qu'à une augmentation des ventes de traverses de chemin de fer réalisées auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1, comme il est expliqué ci-après. L'augmentation des ventes de billots et de bois d'œuvre découle de la montée des prix de vente du bois d'œuvre sur le marché durant les six premiers mois de l'exercice.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
2020	888	733	665	119	2 405	146	2 551
Acquisitions	6	—	—	—	6	—	6
Incidence des taux de change	(52)	(46)	(19)	(7)	(124)	(3)	(127)
Croissance interne	83	13	127	9	232	88	320
2021	925	700	773	121	2 519	231	2 750
Croissance interne %	9 %	2 %	19 %	8 %	10 %	60 %	13 %

Répartition des ventes par catégorie de produits

(% des ventes)



Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté pour atteindre 925 millions \$ en 2021, comparativement aux ventes de 888 millions \$ réalisées en 2020. Si on exclut l'apport des acquisitions de Cahaba Pressure et de Cahaba Timber réalisées en novembre 2021 ainsi que l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 83 millions \$, soit 9 %, en raison d'une forte demande générée par les programmes d'entretien de poteaux de distribution, de rajustements à la hausse des prix de vente en réponse à l'augmentation des coûts des matières premières et d'une composition des ventes plus avantageuse, incluant l'incidence de l'accroissement des volumes de vente des poteaux munis d'une enveloppe résistante au feu. Cette croissance a été en partie contrebalancée par une baisse des volumes générés par des projets. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 34 % des ventes totales de la Société en 2021.

Traverses de chemin de fer

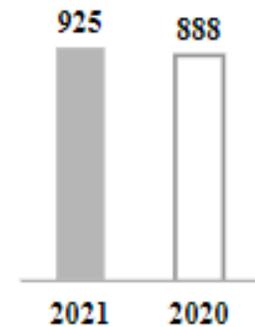
Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 700 millions \$ en 2021, comparativement aux ventes de 733 millions \$ réalisées en 2020. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont augmenté de 13 millions \$, soit 2 %, en raison essentiellement d'un accroissement des ventes réalisées auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1 par rapport à 2020, alors que la vigueur soutenue de la demande a plus que compensé les pressions exercées sur les prix dans la première moitié de l'exercice. Les ventes effectuées auprès des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 sont demeurées relativement stables par rapport au précédent exercice. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 25 % des ventes totales de la Société en 2021.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont augmenté pour atteindre 773 millions \$ en 2021, comparativement à des ventes de 665 millions \$ en 2020. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont progressé de 127 millions \$, soit 19 %, grâce à la montée exceptionnelle des prix du bois d'œuvre sur le marché durant les six premiers mois de l'exercice. Cette hausse a été en partie contrebalancée par une baisse des volumes de vente attribuable à un fléchissement de la demande des consommateurs par rapport à l'exercice précédent. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont représenté 28 % des ventes totales de la Société en 2021.

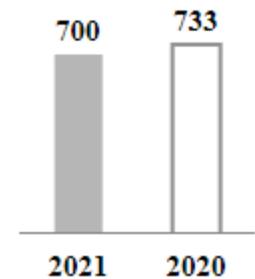
VENTES DE POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS

(en millions \$)



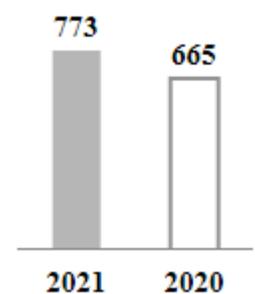
VENTES DE TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

(en millions \$)



VENTES DE BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL

(en millions \$)



Produits industriels

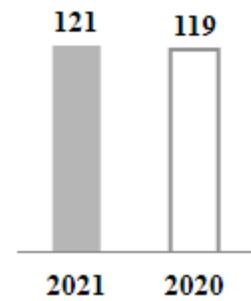
Les ventes de produits industriels sont demeurées relativement inchangées et se sont chiffrées à 121 millions \$ en 2021, comparativement aux ventes de 119 millions \$ réalisées en 2020. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de produits industriels ont progressé de neuf millions \$, soit 8 %, en raison essentiellement d'une augmentation des projets nécessitant des poutres et des pieux par rapport à 2020, en partie contrebalancée par un recul des ventes de bois destiné aux projets de ponts et de passages à niveau. Les ventes de produits industriels ont représenté 5 % des ventes totales de la Société en 2021.

Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont élevées à 231 millions \$ en 2021, en hausse de près de 60 % par rapport à celles de 146 millions \$ effectuées en 2020. L'augmentation est attribuable à la montée exceptionnelle des prix du bois d'œuvre sur le marché dans la première moitié de l'exercice. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 8 % des ventes totales de la Société en 2021.

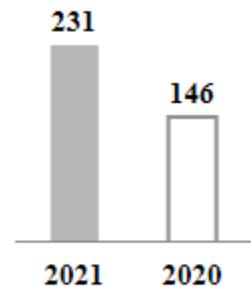
VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS

(en millions \$)



VENTES DE BILLOTS ET BOIS D'ŒUVRE

(en millions \$)



Répartition géographique des ventes

Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 1 756 millions \$, soit 64 % des ventes en 2021, ce qui représente une augmentation de 15 millions \$, ou 1 %, par rapport aux ventes de 1 741 millions \$ réalisées en 2020. La progression est principalement attribuable à la hausse des prix de vente obtenus pour le bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que pour les billots et le bois d'œuvre, à l'accroissement des volumes et à l'augmentation des prix de vente des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi qu'à l'accroissement des volumes de traverses de chemin de fer. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par un fléchissement de la demande pour le bois d'œuvre à usage résidentiel, une baisse des prix de vente des traverses de chemin de fer et la dépréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien en 2021, comparativement à 2020.

Les ventes effectuées sur le marché canadien se sont chiffrées à 994 millions \$, soit 36 % des ventes en 2021, ce qui représente une progression de 184 millions \$, ou 23 %, par rapport aux ventes de 810 millions \$ réalisées en 2020. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre découlant de la montée des prix du bois d'œuvre sur le marché, en contrepartie contrebalancée par un fléchissement de la demande de bois d'œuvre à usage résidentiel. L'accroissement des volumes et la hausse des prix de vente des poteaux destinés aux sociétés de services publics ont également contribué aux ventes plus élevées en 2021.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles, s'est élevé à 2 294 millions \$, soit 83,4 % des ventes en 2021. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 2 105 millions \$, ou 82,5 % des ventes en 2020. L'augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des coûts de la fibre pour l'ensemble des catégories de produits, en particulier pour le bois d'œuvre à usage résidentiel et pour les activités de négociation de bois d'œuvre de la Société, en partie contrebalancée par une baisse des volumes de vente de bois d'œuvre à usage résidentiel et par l'impact favorable de la dépréciation du dollar américain.

La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 74 millions \$ en 2021, dont 63 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes. En 2020, la dotation aux amortissements totale s'était chiffrée à 76 millions \$, dont 62 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut a augmenté pour atteindre 456 millions \$ en 2021, contre 446 millions \$ en 2020, ce qui représente des marges respectives de 16,6 % et 17,5 % des ventes. L'augmentation, en dollars absolus, est principalement attribuable à la hausse des prix de vente du bois d'œuvre à usage résidentiel, qui a dépassé l'augmentation des coûts du bois d'œuvre, de même qu'à la hausse des prix de vente, à une composition des ventes plus avantageuse et à un accroissement des volumes dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une baisse de la demande de bois d'œuvre à usage résidentiel, un fléchissement des prix de vente des traverses de chemin de fer et l'incidence négative de la dépréciation du dollar américain. Le recul de la marge du bénéfice brut est principalement attribuable aux hausses de coûts qui ont dépassé les ajustements des prix de vente, compte-tenu essentiellement du décalage des ajustements contractuels des prix.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 127 millions \$ en 2021, comparativement à 125 millions \$ en 2020, incluant une dotation aux amortissements de 11 millions \$ en 2021 et de 14 millions \$ en 2020. L'augmentation des frais de vente et d'administration est en grande partie attribuable à une hausse des dépenses de rémunération, à une augmentation des dépenses en technologie de l'information liée à l'implantation d'un nouveau progiciel de gestion intégrée (« PGI »), ainsi qu'à une hausse des frais de déplacement, en grande partie contrebalancées par l'impact favorable de la dépréciation du dollar américain et une diminution de la dotation aux amortissements. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, excluant la dotation aux amortissements, ont représenté 4,2 % des ventes en 2021, contre 4,4 % en 2020.

Autres pertes, montant net

Le montant net des autres pertes subies au cours de l'exercice 2021 s'est élevé à trois millions \$ et il est principalement lié à des provisions pour restauration de sites. En 2020, le montant net des autres pertes subies s'était élevé à 12 millions \$, incluant des pertes réalisées de six millions \$ liées à des contrats dérivés sur le diésel et le pétrole qui ont expiré à la fin de 2020, ainsi que des provisions pour restauration de sites de six millions \$.

Charges financières

Les charges financières pour l'exercice 2021 se sont élevées à 23 millions \$ en 2021, en baisse par rapport à 25 millions \$ en 2020. La réduction des charges financières s'explique par une baisse des taux d'intérêt, en partie contrebalancée par une hausse des emprunts par rapport à l'exercice précédent.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Le résultat avant impôts s'est élevé à 303 millions \$ en 2021, contre 284 millions \$ en 2020, ce qui représente 11 % des ventes en 2021 tout comme lors de l'exercice précédent. La charge d'impôts sur le résultat a totalisé 76 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 25 %, comparativement à 74 millions \$, soit un taux d'imposition effectif d'environ 26 %, lors du précédent exercice. La baisse du taux d'imposition effectif pour l'exercice 2021 est principalement attribuable à l'évolution de la provenance des bénéfices imposables générés par la Société au sein des différents territoires où elle exerce des activités.

Résultat net

Le résultat net pour l'exercice 2021 a atteint 227 millions \$, en hausse de 8 % par rapport au résultat net de 210 millions \$ dégagé en 2020. Le résultat par action s'est établi à 3,49 \$ en 2021, en hausse de 12 % par rapport au résultat par action de 3,12 \$ réalisé en 2020. Le résultat par action a bénéficié de l'impact positif de l'augmentation du résultat net et du rachat d'actions par la Société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, on observe une diminution de l'activité; par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des huit derniers trimestres de la Société :

2021

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	623	903	679	545	2 750
BAIIA ⁽¹⁾	99	180	69	52	400
Résultat d'exploitation	82	161	51	32	326
Résultat net de la période	56	115	34	22	227
RPA – de base et dilué ⁽²⁾	0,85	1,76	0,52	0,34	3,49

2020

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	508	768	742	533	2 551
BAIIA ⁽¹⁾	63	120	132	70	385
Résultat d'exploitation	45	101	113	50	309
Résultat net de la période	28	69	79	34	210
RPA – de base et dilué	0,41	1,02	1,17	0,52	3,12

⁽¹⁾ Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

⁽²⁾ Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l'ensemble de l'exercice.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Faits saillants

Indicateurs clés de rendement (en millions \$, sauf la marge et le RPA)	T4-2021	T4-2020	Variation (\$)	Variation (%)
Résultats d'exploitation				
Ventes	545	533	12	2 %
Bénéfice brut ⁽¹⁾	65	85	(20)	(24 %)
Marge du bénéfice brut ⁽¹⁾	11,9 %	15,9 %	n/a	(400 pdb)
BAIIA ⁽¹⁾	52	70	(18)	(26 %)
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	9,5 %	13,1 %	n/a	(360 pdb)
Résultat d'exploitation	32	50	(18)	(36 %)
Résultat net	22	34	(12)	(35 %)
RPA – de base et dilué	0,34	0,52	(0,18)	(35 %)

⁽¹⁾ Il s'agit de mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

Résultats d'exploitation

Les ventes se sont élevées à 545 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2021, en hausse par rapport aux ventes de 533 millions \$ réalisées lors de la même période en 2020. Si on exclut l'apport de six millions \$ des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber ainsi que l'incidence négative de 14 millions \$ de la conversion des devises, les ventes de bois traité sous pression ont progressé de 26 millions \$, soit 5 %, en raison principalement d'un accroissement des volumes et des prix de vente des poteaux destinés aux sociétés de services publics, de même que de l'augmentation des prix de vente des traverses de chemin de fer. Cette croissance a été en partie contrebalancée par un fléchissement de la demande pour le bois d'œuvre à usage résidentiel, comme il est expliqué ci-après. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre découle essentiellement de la baisse des prix du bois d'œuvre sur le marché.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
T4-2020	201	147	117	23	488	45	533
Acquisitions	6	—	—	—	6	—	6
Incidence des taux de change	(7)	(5)	(1)	(1)	(14)	—	(14)
Croissance interne	27	5	(9)	3	26	(6)	20
T4-2021	227	147	107	25	506	39	545
Croissance interne %	13 %	3 %	(8 %)	13 %	5 %	(13 %)	4 %

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont chiffrées à 227 millions \$, en hausse par rapport à celles de 201 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. Si on exclut l'apport des acquisitions ainsi que l'incidence négative de la conversion des devises, les ventes ont progressé de 13 %, en raison principalement d'une augmentation de la demande générée par les programmes d'entretien et les projets ainsi que d'une hausse des prix de vente. Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 147 millions \$, soit un niveau comparable à celui du précédent exercice. Si on exclut l'incidence négative de la conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont enregistré une progression de 3 %, grâce principalement à une amélioration des prix de vente tant dans le créneau des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 qu'auprès des clients autres

que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se sont chiffrées à 107 millions \$, en recul par rapport à celles de 117 millions \$ réalisées lors de la même période en 2020. Malgré le fléchissement des prix du bois d'œuvre sur le marché au quatrième trimestre de 2021, par rapport au quatrième trimestre de 2020, les prix de vente du bois d'œuvre à usage résidentiel sont demeurés inchangés. Le recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel a découlé de la baisse des volumes de vente. Les ventes de produits industriels se sont élevées à 25 millions \$, en légère hausse par rapport à celles de 23 millions \$ générées un an auparavant, grâce essentiellement à la composition des ventes de bois destiné à des projets de ponts. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont totalisé 39 millions \$, en baisse de 13 % par rapport à la même période l'an dernier, en raison principalement du fléchissement du prix du bois d'œuvre sur le marché.

Le bénéfice brut s'est établi à 65 millions \$ au quatrième trimestre de 2021, contre 85 millions \$, au quatrième trimestre de 2020, ce qui représente des marges respectives de 11,9 % et 15,9 %. La diminution est principalement attribuable à hausse du coût des stocks de bois d'œuvre à usage résidentiel à la fin du troisième trimestre. En raison du décalage des ajustements contractuels des prix de vente, la hausse des coûts a progressé plus rapidement que les rajustements à la hausse des prix de vente, dans l'ensemble des catégories de produits. Ces éléments ont contribué au recul du bénéfice brut au quatrième trimestre de l'exercice 2021, par rapport à la même période l'an dernier. De même, le résultat d'exploitation a diminué de 18 millions \$ pour s'établir à 32 millions \$ au quatrième trimestre de 2021, comparativement à un résultat d'exploitation de 50 millions \$ lors de la période correspondante en 2020.

Le résultat net de la période s'est chiffré à 22 millions \$, soit 0,34 \$ par action, comparativement à 34 millions \$, ou 0,52 \$ par action, lors du précédent exercice.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du fait que la majorité des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact important sur leur valeur. Au 31 décembre 2021, la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien était restée relativement la même comparativement au 31 décembre 2020 (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change » à la page 11). Par conséquent, les taux de change n'ont pas eu d'incidence importante sur la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

Actif

Au 31 décembre 2021, le total de l'actif s'élevait à 2 665 millions \$, contre 2 426 millions \$ au 31 décembre 2020. L'augmentation du total de l'actif est en grande partie attribuable aux acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber, ainsi qu'à une hausse de l'actif courant, comme il est expliqué ci-après.

Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les actifs provenant des états consolidés de la situation financière.

Actif (en millions \$)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation
Créances	230	208	22
Stocks	1 106	1 075	31
Impôts sur le résultat à recouvrer	9	—	9
Autres actifs courants	43	36	7
Total de l'actif courant	1 388	1 319	69
Immobilisations corporelles	629	574	55
Actifs au titre du droit d'utilisation	138	135	3
Immobilisations incorporelles	158	115	43
Goodwill	341	280	61
Instruments financiers dérivés	3	—	3
Autres actifs non courants	8	3	5
Total de l'actif non courant	1 277	1 107	170
Total de l'actif	2 665	2 426	239

Les créances, déduction faite de la provision pour perte de crédit attendues de moins d'un million \$, se chiffraient à 230 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 208 millions \$ au 31 décembre 2020. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des ventes au quatrième trimestre de l'exercice 2021, par rapport au quatrième trimestre de 2020. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu des facilités avec certaines institutions financières aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, des créances clients admissibles aux institutions financières concernées.

Les stocks s'élevaient à 1 106 millions \$ au 31 décembre 2021, en hausse comparativement à 1 075 millions \$ au 31 décembre 2020. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des coûts des matières premières qui a touché toutes les catégories de produits, ainsi qu'aux stocks additionnels découlant des acquisitions de Cahaba Timber et Cahaba Pressure, en partie contrebalancés par la réduction des niveaux de stocks de traverses de chemin de fer non traitées en raison du resserrement de l'offre de fibre sur le marché.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air libre, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement et la rotation des stocks est relativement faible. De plus, d'importants stocks de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction surveille

continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 629 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 574 millions \$ au 31 décembre 2020. L'augmentation reflète l'acquisition d'immobilisations corporelles d'un montant de 48 millions \$ au cours de l'exercice 2021, ainsi que l'ajout d'immobilisations corporelles d'un montant de 34 millions \$ découlant des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 25 millions \$ pour la période.

Les actifs au titre du droit d'utilisation se chiffraient à 138 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 135 millions \$ au 31 décembre 2020. Les ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation, essentiellement du matériel roulant, d'un montant de 41 millions \$ au cours de l'exercice 2021 ont été contrebalancés par une dotation aux amortissements de 38 millions \$ pour la période.

Les montants des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignaient respectivement 158 millions \$ et 341 millions \$ au 31 décembre 2021. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote, des coûts d'acquisition de logiciels et de droits de coupe. Au 31 décembre 2020, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 115 millions \$ et 280 millions \$. L'augmentation des immobilisations incorporelles découle principalement de l'ajout de relations clients d'un montant de 38 millions \$ en lien avec les acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber, ainsi que des dépenses engagées dans le cadre de l'implantation d'un nouveau PGI, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 11 millions \$. L'augmentation du goodwill est principalement attribuable aux acquisitions réalisées.

Passif

Au 31 décembre 2021, le total du passif de Stella-Jones atteignait 1 217 millions \$, en hausse par rapport à 1 053 millions \$ au 31 décembre 2020. L'augmentation du total du passif reflète principalement la hausse du passif non courant, comme il est expliqué ci-après. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les passifs tirées de rubriques sélectionnées provenant des états consolidés de la situation financière.

Passif (en millions \$)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation
Comptes créditeurs et charges à payer	162	137	25
Impôts sur le résultat à payer	1	19	(18)
Partie courante de la dette à long terme	33	11	22
Partie courante des obligations locatives	35	33	2
Autres passifs courants	11	18	(7)
Total du passif courant	242	218	24
Dette à long terme	701	595	106
Obligations locatives	109	106	3
Passifs d'impôt différé	137	104	33
Autres passifs non courants	28	30	(2)
Total du passif non courant	975	835	140
Total du passif	1 217	1 053	164

Le passif courant s'élevait à 242 millions \$ au 31 décembre 2021, contre 218 millions \$ au 31 décembre 2020. Cette variation est principalement attribuable à une hausse de 25 millions \$ des comptes créditeurs et charges à payer, en ligne avec l'accroissement du volume d'affaires et l'augmentation des coûts au quatrième trimestre de 2021, par rapport à la même période du précédent exercice, ainsi qu'à une augmentation de la partie courante de la dette à long terme, attribuable au reclassement de la facilité de crédit à terme non rotatif et non garantie de 25 millions \$

US qui vient à échéance en février 2022, en partie contrebalancés par une réduction des impôts sur le résultat à payer.

Dettes à court terme

Au cours du premier trimestre de 2021, la Société a conclu une convention de prêt-relais de 100 millions \$ US avec un prêteur faisant partie du système de crédit agricole des États-Unis. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a remboursé le montant de 100 millions \$ US avancé aux termes du prêt-relais puis a résilié et annulé la facilité de prêt à demande.

Dettes à long terme

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, a augmenté et s'établissait à 734 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 606 millions \$ au 31 décembre 2020. L'augmentation des emprunts est principalement attribuable au financement nécessaire afin de réaliser les acquisitions de Cahaba Timber et Cahaba Pressure.

Dettes à long terme (en millions \$)		Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Facilités de crédit rotatif non garanties	(a)(b)	252	271
Facilité de prêt à terme non garantie	(b)	253	—
Billets de premier rang non garantis		190	191
Facilité de crédit à terme non rotatif non garantie	(a)	32	127
Autres		7	17
Total de la dette à long terme		734	606

(a) Au cours de l'exercice 2021, la Société a obtenu une prolongation d'un an, soit jusqu'au 27 février 2026, de sa facilité de crédit rotatif syndiquée non garantie. Cette prolongation a été obtenue par un amendement à la sixième entente de crédit amendée et mise à jour intervenue en date du 3 mai 2019. Toutes les modalités et conditions sont demeurées essentiellement inchangées.

(b) En 2021, la Société a également conclu une convention de crédit (la « convention de crédit agricole américain ») aux termes de laquelle des facilités de crédit de premier rang non garanties d'un montant pouvant atteindre 350 millions \$ US ont été mises à sa disposition par un syndicat de prêteurs faisant partie du système de crédit agricole des États-Unis. La convention de crédit agricole américain prévoit une facilité de prêt à terme d'un montant pouvant atteindre 250 millions \$ US assortie d'une période de prélèvement différé d'au plus trois ans et d'un choix d'échéances de cinq à 10 ans à compter de la date de prélèvement, ainsi qu'une facilité de crédit rotatif de cinq ans d'un montant pouvant atteindre 100 millions \$ US dont la date d'échéance est le 29 avril 2026. À la date de clôture, un prélèvement a été effectué aux termes de la facilité de crédit rotatif afin de rembourser la totalité du prêt-relais à terme. La convention de crédit agricole américain comprend des déclarations, des garanties, des engagements et des cas de défaut essentiellement similaires à ceux prévus dans la convention de crédit syndiquée existante.

Au 31 décembre 2021, la Société avait un montant total disponible de 329 millions \$ (260 millions \$ US) en vertu des facilités de crédit. Un montant de 266 millions \$ (210 millions \$ US) était disponible en vertu des facilités de crédit rotatif de la Société de 539 millions \$ (425 millions \$ US) et un montant de 63 millions \$ (50 millions \$ US) était disponible en vertu de la facilité de prêt à terme de la convention de crédit agricole américain.

Au 31 décembre 2021, le ratio dette nette/BAIIA avait augmenté pour s'établir à 2,2 x, comparativement à 1,9 x lors du précédent exercice. Au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette, ses obligations de déclaration et ses ratios financiers.

Les passifs d'impôt différé se chiffraient à 137 millions \$ au 31 décembre 2021, contre 104 millions \$ au 31 décembre 2020. Cette hausse est principalement liée aux acquisitions d'entreprises réalisées en 2021.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 1 448 millions \$ au 31 décembre 2021, comparativement à 1 373 millions \$ au 31 décembre 2020.

Capitaux propres (en millions \$)	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Variation
Capital-actions	208	214	(6)
Résultats non distribués	1 161	1 079	82
Cumul des autres éléments du résultat global	79	80	(1)
Total des capitaux propres	1 448	1 373	75

L'augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2021 est attribuable au résultat net de 227 millions \$ généré au cours de l'exercice 2021. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une diminution de 108 millions \$ des capitaux propres liée au rachat d'actions, ainsi que par des dividendes d'un montant de 47 millions \$.

Le 4 août 2020, la TSX a accepté l'avis d'intention de Stella-Jones de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR ») visant l'achat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 2 500 000 d'actions ordinaires au cours de la période de douze mois commençant le 10 août 2020 et se terminant le 9 août 2021. Le 9 mars 2021, la Société a obtenu l'approbation de la TSX pour modifier son OPR dans le but d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées par la Société aux fins d'annulation pour le faire passer de 2 500 000 à 3 500 000 actions ordinaires. Toutes les autres modalités et conditions de l'OPR sont demeurées inchangées. Cette modification à l'OPR est entrée en vigueur le 15 mars 2021 et a été maintenue jusqu'au 9 août 2021.

Le 8 novembre 2021, la TSX a accepté l'avis d'intention de Stella-Jones de procéder à une OPR visant l'achat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 4 000 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois commençant le 12 novembre 2021 et se terminant le 11 novembre 2022, ce qui représente environ 8 % de ses actions ordinaires détenues par le public.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2021, la Société a racheté 721 548 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 30 millions \$ aux termes de son OPR alors en vigueur. Au cours de l'exercice 2021, la Société a racheté un total de 2 447 419 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 108 millions \$ aux termes de ses OPR alors en vigueur.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2021	2020
Activités d'exploitation	251	178
Activités de financement	(58)	(124)
Activités d'investissement	(193)	(54)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de l'exercice	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de l'exercice	—	—

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que ses facilités de crédit disponibles sont suffisants pour lui permettre de financer ses plans d'entreprise, faire face à ses besoins en fonds de roulement et maintenir ses actifs.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 251 millions \$ en 2021, comparativement à 178 millions \$ lors de l'exercice 2020. L'augmentation des flux de trésorerie d'exploitation est principalement attribuable à l'évolution favorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie, découlant pour l'essentiel d'une baisse des stocks de traverses de chemin de fer, en partie contrebalancée par une hausse des versements d'impôts sur le résultat effectués. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 388 millions \$ en 2021, contre 402 millions \$ en 2020. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 23 millions \$ en 2021, en raison principalement d'une hausse des créances et des stocks, malgré la baisse du niveau des stocks de traverses de chemin de fer, qui a surpassé l'augmentation des comptes créditeurs et charges à payer.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation tirées de rubriques sélectionnées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre,	
	2021	2020
Résultat net	227	210
Dotations aux amortissements	74	76
Impôts sur le résultat exigibles	64	66
Autres	23	50
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	388	402
Créances	(19)	(32)
Stocks	(21)	(123)
Autres actifs courants	(7)	(2)
Comptes créditeurs et charges à payer	24	1
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	(23)	(156)
Intérêts versés	(23)	(26)
Impôts sur le résultat payés	(91)	(42)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	251	178

Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement

Au cours de l'exercice 2021, les activités de financement ont réduit les liquidités de 58 millions \$. En 2021, la Société a emprunté 247 millions \$ aux termes de sa facilité de prêt à terme, remboursé 95 millions \$ sur ses facilités de crédit syndiquées non rotatif, remboursé 10 millions \$ sur ses billets à payer et réduit ses emprunts aux termes de ses facilités de crédit rotatif de 13 millions \$. En outre, la Société a versé des dividendes de 47 millions \$ et racheté des actions pour un montant de 108 millions \$. En 2020, les activités de financement avaient réduit les liquidités de 124 millions \$. La Société avait emprunté 20 millions \$ aux termes de sa facilité de crédit rotatif, racheté des actions pour un montant de 60 millions \$, versé des dividendes d'un montant de 40 millions \$ et remboursé huit millions \$ sur sa dette à long terme.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement tirées de rubriques sélectionnées provenant des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre,	
	2021	2020
Variation nette des facilités de crédit rotatif	(13)	20
Produit (remboursement) de la dette à long terme	142	(8)
Dividendes sur les actions ordinaires	(47)	(40)
Rachat d'actions ordinaires	(108)	(60)
Autres	(32)	(36)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	(58)	(124)

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement

Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 193 millions \$ en 2021, en raison principalement des acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber ainsi que des achats d'immobilisations corporelles. En 2020, les activités d'investissement s'étaient élevées à 54 millions \$ et avaient essentiellement trait à des achats d'immobilisations corporelles ainsi qu'à des dépenses liées à l'implantation du nouveau PGI.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement tirées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre,	
	2021	2020
Acquisition d'entreprises	(129)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(48)	(42)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(16)	(13)
Autres	—	1
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(193)	(54)

Obligations financières

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 31 décembre 2021 :

Obligations financières (en millions \$)	Valeur comptable	Flux monétaires contractuels	Moins de 1 an	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs et charges à payer	162	162	162	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme *	734	828	52	133	306	337
Paiements minimaux en vertu d'obligations locatives	144	157	39	55	32	31
Obligations financières	1 040	1 147	253	188	338	368

* Comprend les paiements d'intérêts. Les intérêts sur la dette à taux variables sont présumés demeurer inchangés par rapport aux taux en vigueur au 31 décembre 2021.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2021, le capital-actions de la Société était constitué de 63 773 252 actions ordinaires émises et en circulation (66 187 404 au 31 décembre 2020).

Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

Nombre d'actions	Exercice clos le 31 décembre 2021
Solde au début de l'exercice	66 187 404
Actions ordinaires rachetées	(2 447 419)
Options d'achat d'actions levées	—
Régimes d'achat d'actions des employés	33 267
Solde à la clôture de l'exercice	63 773 252

Au 8 mars 2022, le capital-actions de la Société était constitué de 62 999 171 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 31 décembre 2021, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées en vue d'acquiescer des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 30 000 (30 000 au 31 décembre 2020). Au 8 mars 2022, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées était de 30 000.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration de la Société a déclaré les dividendes trimestriels suivants au cours de l'exercice 2021 :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Montant du dividende
			\$
9 mars 2021	5 avril 2021	24 avril 2021	0,18
2 mai 2021	1 ^{er} juin 2021	22 juin 2021	0,18
2 août 2021	1 ^{er} septembre 2021	17 septembre 2021	0,18
8 novembre 2021	1 ^{er} décembre 2021	17 décembre 2021	0,18

La déclaration de dividendes futurs, ainsi que leurs montants et dates de versement continueront d'être évalués par le conseil d'administration de la Société en fonction de la stratégie d'affectation des capitaux de la Société. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de versement de tels dividendes dans le futur.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société fait face, à l'occasion, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La Société ne peut, à l'heure actuelle, déterminer avec exactitude l'issue de ces procédures, mais à son avis, celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les flux de trésorerie, la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

La Société a émis des garanties totalisant 30 millions \$ en 2021 (27 millions \$ en 2020) en vertu de lettres de crédit et de diverses cautions de soumission et de garantie de bonne exécution. La Société ne croit pas que ces garanties seront exigibles et n'a donc comptabilisé aucune provision relative aux garanties dans les états financiers consolidés.

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens, ainsi qu'à ceux du gouvernement fédéral et des états américains en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les

émissions atmosphériques, la gestion des déchets et les rejets d'effluents d'eaux usées. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Cependant, ces mesures sont soumises aux incertitudes relatives aux changements dans les exigences légales, à leur mise en application et au développement des procédés technologiques.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- a. Le 8 mars 2022, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,20 \$ par action ordinaire, payable le 22 avril 2022 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 4 avril 2022. Il s'agit d'un dividende admissible.
- b. Le 8 mars 2022, la Société a obtenu l'approbation de la TSX pour modifier son OPR dans le but d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées par la Société aux fins d'annulation au cours de la période de 12 mois se terminant le 11 novembre 2022 pour le faire passer de 4 000 000 à 5 000 000 d'actions ordinaires, ce qui représente 10 % de ses actions ordinaires détenues par le public au 31 octobre 2021. Cette modification à l'OPR entrera en vigueur le 14 mars 2022 et sera maintenue jusqu'au 11 novembre 2022 ou à toute date antérieure à laquelle la Société aura acquis le nombre maximal d'actions ordinaires autorisé aux termes de l'OPR. Toutes les autres modalités et conditions de l'OPR sont demeurées inchangées.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société est exposée à des risques et à des incertitudes qui, s'ils ne sont pas atténués de façon adéquate, pourraient avoir une incidence importante sur ses activités, sa situation financière, ses résultats futurs, sa réputation, ainsi que sur le cours de ses actions ordinaires. Le conseil d'administration exige que la direction de la Société identifie et gère correctement les principaux risques liés aux activités de la Société. La Société a mis en place des politiques et des procédures pour gérer, de manière continue, ses principaux risques et incertitudes et en atténuer les répercussions, mais elle ne peut garantir que ces efforts seront couronnés de succès.

Risques liés aux activités d'exploitation

Pandémie de la COVID-19

Comme ses activités sont essentielles pour l'intégrité des chaînes d'approvisionnement des sociétés de services publics, du secteur ferroviaire et de l'industrie de la construction, l'ensemble des installations nord-américaines de la Société sont demeurées opérationnelles durant la pandémie de la COVID-19. Bien que la Société n'ait pas, jusqu'à maintenant, subi d'interruptions importantes de ses activités d'exploitation ni engagé de hausses substantielles de coûts en raison de la COVID-19, la portée et la durée des répercussions de la pandémie de la COVID-19, y compris de nouvelles éclosions, sur la demande pour les produits de la Société, ainsi que sur ses activités et sur celles de ses fournisseurs et de ses clients, demeurent incertaines et on ne peut les prévoir avec certitude à l'heure actuelle. Les répercussions de la pandémie de la COVID-19, notamment les mesures supplémentaires d'atténuation que pourraient mettre en œuvre les autorités gouvernementales et d'autres entreprises visant à réduire la propagation pourraient perturber, de manière directe ou indirecte, les activités d'exploitation de la Société et/ou celles de ses fournisseurs ou clients ce qui, en retour, aurait un impact négatif sur les activités commerciales, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Dépendance à l'égard de clients importants

La Société dépend de clients importants pour une grande partie de ses ventes et la perte d'un ou de plusieurs de ses clients importants pourrait entraîner une baisse substantielle de ses résultats. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les dix plus importants clients de la Société ont représenté environ 48 % de ses ventes. Durant cette même période, le client le plus important de la Société a représenté environ 19 % des ventes totales, alors que le deuxième client en importance a représenté environ 5 % des ventes totales. Ces deux clients sont associés à la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel.

Disponibilité et coût des matières premières

La direction estime que la Société pourrait être touchée par des fluctuations éventuelles de l'approvisionnement et des prix du bois. Bien que la Société ait obtenu des licences de coupe à long terme et qu'elle tire profit de ses relations bien établies avec des propriétaires forestiers privés et d'autres fournisseurs, rien ne garantit que ces licences seront respectées ou renouvelées au moment de leur expiration, ni que les fournisseurs continueront à fournir du bois à la Société en quantité suffisante.

Il n'existe qu'un nombre limité de fournisseurs de certains produits de préservation utilisés par la Société dans son processus de production, ce qui réduit la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement dans l'éventualité de pénuries imprévues ou d'une perturbation de la production. En outre, des fournisseurs pourraient décider de mettre fin à la production de certains produits de préservation. Le manque de disponibilité de produits forcerait la Société à évaluer des produits de substitution offerts à prix raisonnables et tout aussi sécuritaires, efficaces et acceptables pour les clients de la Société. Bien que la Société atténue ce risque en recherchant, en identifiant et en sécurisant des ententes avec des fournisseurs et des produits de préservation alternatifs à l'extérieur de son réseau d'approvisionnement habituel, rien ne garantit qu'elle sera en mesure d'assurer l'approvisionnement en quantité suffisante de toutes les matières requises pour fabriquer ses produits.

Changements climatiques

Les activités de la Société sont soumises aux variations climatiques, y compris l'occurrence d'une ou de plusieurs catastrophes naturelles et de conditions météorologiques anormalement défavorables exacerbées par les changements climatiques mondiaux. Ces événements pourraient causer des dommages matériels à l'une ou plusieurs des installations de la Société, des variations du coût et de la disponibilité des matières premières, des perturbations dans le transport des marchandises, ainsi qu'une indisponibilité de la main-d'œuvre. Outre les risques matériels associés aux changements des conditions climatiques, les réponses des gouvernements à ces changements posent aussi un risque. Les effets des changements climatiques à l'échelle mondiale, y compris les coûts de conformité à l'évolution de la réglementation sur les changements climatiques et les coûts de transition vers une économie à faible émission de carbone pourraient entraîner une hausse des coûts et avoir des répercussions négatives sur les résultats d'exploitation de la Société.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La haute direction de la Société et d'autres employés clés possèdent une vaste expérience de l'industrie, ainsi que des activités de l'entreprise, de ses fournisseurs, de ses produits et de ses clients. La perte de connaissances et d'expertise au sein de la haute direction à la suite du départ d'un ou de plusieurs membres de l'équipe de direction principale, ou encore la perte d'employés clés possédant des connaissances en ingénierie, en foresterie, dans le traitement du bois et dans d'autres domaines spécialisés pourrait nuire à la capacité de la Société à développer et à poursuivre ses stratégies commerciales, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Recrutement, rétention et gestion d'une main-d'œuvre qualifiée

La capacité de la Société à préserver et renforcer son rendement et à continuer à générer une croissance forte et durable est tributaire, dans une large mesure, de sa capacité à recruter, à développer et à conserver du personnel clé, à élaborer des stratégies judicieuses de succession, ainsi qu'à maintenir de bonnes relations avec ses employés. De la difficulté à attirer des employés qualifiés et à conserver une expertise interne précieuse, ou encore des arrêts de travail, pourraient entraîner des perturbations des activités d'exploitation ou engendrer des augmentations de coûts.

Sécurité informatique et protection de la vie privée

La Société dépend des technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker des informations électroniques de façon sécuritaire dans le cadre de ses activités quotidiennes. Malgré ses systèmes et ses contrôles en matière de sécurité, ainsi que ceux de ses fournisseurs tiers, l'infrastructure et les technologies de l'information de la Société peuvent être vulnérables aux cyberincidents. Les cybermenaces varient en termes de techniques et de sources, sont persistantes et sont de plus en plus ciblées et difficiles à détecter et à prévenir. Les cyberattaques et les atteintes à la sécurité des données peuvent comprendre des tentatives non autorisées d'accès, de désactivation, de

modification inappropriée ou de dégradation des systèmes de technologie de l'information, des réseaux et des sites Web de la Société, l'introduction de virus informatiques et d'autres codes malveillants, ainsi que des courriels frauduleux d'hameçonnage visant à détourner des données et de l'information ou à installer des logiciels malveillants sur les ordinateurs des utilisateurs. Toute violation de ce type pourrait entraîner des perturbations opérationnelles et des hausses de coûts ou le détournement de données sensibles qui pourraient perturber les activités d'exploitation, exposer la Société à des litiges et avoir des répercussions négatives sur sa réputation ou un impact négatif sur ses clients ou ses fournisseurs. Afin de réduire le risque d'incidents pouvant affecter la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information, la Société a investi, dans des systèmes de contrôle de la confidentialité des données et dans la protection contre les menaces, en plus d'avoir mis en place des politiques, procédures et contrôles de détection et d'atténuation. De telles mesures peuvent ne pas être adéquates ou efficaces à prévenir, identifier ou atténuer les attaques de pirates informatiques ou des accès non autorisés attribuables à des erreurs commises par des employés, à des méfaits ou à d'autres perturbations susceptibles de causer des dommages et d'avoir des répercussions négatives sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société. De plus, la Société utilise des systèmes de technologies de l'information dans ses opérations et toute interruption de ces systèmes pourrait créer des perturbations aux opérations quotidiennes le temps de les réparer ou de les mettre à jour.

Implantation d'un progiciel de gestion intégrée (« PGI »)

La Société est dans le processus d'implantation d'un nouveau PGI. Un tel changement implique une planification approfondie, la transformation des processus actuels d'affaires et financiers, ainsi que des tests substantiels et une formation approfondie des employés. La Société a complété la phase de développement en 2020 et a commencé le déploiement au cours du premier trimestre de 2021 avec pour objectif que le PGI soit pleinement opérationnel dans l'ensemble de l'organisation d'ici la fin de 2024. Au cours du processus de déploiement, la Société pourrait subir des perturbations des systèmes informatiques et des activités. Toute perturbation pourrait nuire à la capacité de la Société à traiter les transactions, à fournir des rapports précis, opportuns et fiables sur les résultats financiers et opérationnels ainsi qu'à évaluer l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information. De plus, il est possible que le processus de déploiement du nouveau système dépasse les délais et le budget prévus et rien ne garantit que le système sera bénéfique dans la mesure prévue. La Société a adopté une approche progressive et estime qu'elle prend les mesures nécessaires, y compris le déploiement de ressources internes et externes, pour atténuer les risques liés à l'implantation.

Risques stratégiques

Conjoncture politique et économique

Un changement négatif dans les conditions politiques et économiques ou une instabilité politique, incluant des troubles civils importants, des actes de guerre ou des activités terroristes pourraient toucher une grande partie ou même la totalité des marchés que la Société dessert, ce qui aurait des répercussions sur les coûts, les prix de vente et la demande pour ses produits et aurait une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces événements pourraient également avoir des répercussions sur la situation financière d'un ou de plusieurs fournisseurs clés de la Société, ce qui affecterait sa capacité à s'approvisionner en matières premières et composantes afin de répondre à la demande des clients pour ses produits.

Risque lié aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société prévoit acquérir d'autres entreprises complémentaires lorsque ces transactions se justifient sur le plan économique et stratégique. Rien ne garantit que la Société réussira à gérer de façon efficace l'intégration d'autres entreprises qu'elle pourrait acquérir. Si les synergies prévues ne sont pas réalisées ou si la Société ne réussit pas à intégrer les nouvelles entreprises à son réseau existant, les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation pourraient en souffrir de manière importante. La Société pourrait également engager des coûts et mobiliser l'attention de son équipe de direction pour des acquisitions potentielles qui pourraient ne jamais être réalisées.

En outre, bien que la Société procède à des vérifications diligentes à l'égard de ses acquisitions, une entreprise acquise pourrait avoir des obligations qui ne soient découvertes par la Société qu'une fois l'acquisition réalisée et

pour lesquelles la Société pourrait devenir responsable. De telles obligations pourraient avoir une incidence défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Risques financiers

Change

La Société s'expose aux risques de change en raison de certaines de ses exportations de biens fabriqués au Canada. La Société s'efforce d'atténuer ces risques en achetant des matières premières en dollars américains qu'elle utilise dans son processus de fabrication au Canada. La Société peut également avoir recours à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars américains. Le recours à de telles opérations de couverture peut comporter des risques spécifiques, notamment le défaut possible de l'autre partie à l'opération et le manque de liquidité. Compte tenu de ces risques, il existe une possibilité que le recours à des opérations de couverture puisse entraîner des pertes supérieures à celles qui se seraient réalisées sans recours aux opérations de couverture.

Fluctuations des taux d'intérêt

Au 31 décembre 2021, 70 % de la dette à long terme de la Société était à taux d'intérêt fixes, réduisant ainsi l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêts sur sa dette à long terme assujettie à des taux d'intérêt variables. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont fondés. La Société a désigné ses contrats de couverture de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie de la dette sous-jacente. Les intérêts débiteurs sur la dette sont ajustés pour y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt. Cependant, si les taux d'intérêt augmentent, les obligations liées au service de la dette visant la dette à taux d'intérêt variable de la Société augmenteront même si le montant emprunté demeure le même, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie et la situation financière de la Société.

Disponibilité du crédit

Les ententes régissant les facilités de crédit et les billets de premier rang de la Société comportent certaines clauses restrictives qui imposent des restrictions opérationnelles et financières et pourraient limiter la capacité de la Société à prendre part à des activités qui seraient dans son intérêt à long terme. De plus, une violation des clauses des facilités de crédit et des billets de premier rang risque d'entraîner un cas de défaut qui pourrait permettre aux prêteurs d'accélérer le remboursement de la dette. Le cas échéant, la Société pourrait devoir chercher à refinancer ses dettes, mais être incapable de le faire selon des modalités raisonnables d'un point de vue commercial. Par conséquent, la Société serait limitée quant à la manière dont ses activités sont exercées ou être incapable de concurrencer efficacement ou de saisir de nouvelles possibilités d'affaires.

L'administrateur du LIBOR en dollars américains (LIBOR USD) a, depuis le 1^{er} janvier 2022, cessé la publication du taux LIBOR USD pour des échéances d'une semaine et de deux mois, ainsi que de la plupart des autres taux LIBOR non libellés en dollars américains. Il a aussi l'intention d'éliminer les taux LIBOR USD pour toutes autres échéances le 30 juin 2023 et a recommandé l'utilisation du taux *Secured Overnight Financing Rate* comme taux de référence de remplacement. L'exposition de la Société consiste en des prêts bancaires à taux variable indexé sur le taux LIBOR USD, tandis que des swaps de taux d'intérêt ont une partie variable qui est indexée sur le taux LIBOR USD pour une échéance d'un mois. Bien que les ententes de prêt bancaire de la Société prévoient un mécanisme pour l'introduction d'un taux de référence de remplacement, tout comme pour ses swaps de taux d'intérêt, le remplacement des taux de référence en fonction des instruments sous-jacents devrait être négocié avec ses contreparties, de sorte que la Société ne peut prédire l'impact de l'indice de substitution. Par conséquent, les intérêts débiteurs pourraient augmenter et les liquidités pourraient en souffrir. À l'avenir, la Société pourrait devoir renégocier sa dette à taux variable ou contracter d'autres dettes, et la suppression du LIBOR pourrait avoir une incidence négative sur les modalités de ces dettes.

Crédit des clients

L'état de la situation financière de la Société comporte un niveau élevé de créances. Cette valeur est répartie entre les nombreux contrats et clients. Les créances de la Société comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. Bien que la Société réduise ce risque en traitant majoritairement avec des fournisseurs de services publics de grande envergure, des exploitants de chemin de fer de catégorie 1 et de grands détaillants, rien ne garantit que les créances seront payées dans les délais voulus, si tant est qu'elles le soient.

Assurance

La Société maintient des polices d'assurance commerciale sur les biens et une assurance risques divers qui cadrent avec les pratiques courantes de l'industrie et le profil de risque particulier de la Société. Ces couvertures pourraient ne pas couvrir la totalité des risques liés aux dangers associés à ses activités et elles sont assujetties à des restrictions, notamment des montants autoassurés, des franchises, des exclusions de couverture et une couverture de responsabilité maximale. La Société peut engager des pertes qui dépassent les limites ou la couverture de ses polices d'assurance, y compris des obligations et des mesures correctives dans le cadre du respect des lois sur l'environnement, des pertes résultant de perturbations importantes dans ses installations de fabrication, des dommages aux relations qu'entretient la Société avec ses clients en raison de ces obligations ou perturbations, ainsi que des pertes pour la Société ou des tiers découlant de cyber-risques. En outre, à l'occasion, divers types de couvertures d'assurance pour les sociétés qui exercent leurs activités dans le même secteur que la Société n'étaient pas offertes selon des conditions acceptables sur le plan commercial ou, dans certains cas, n'étaient pas offertes du tout. À l'avenir, la Société pourrait ne pas être en mesure d'obtenir le même niveau de couverture dont elle bénéficie actuellement et les primes qu'elle verse pour sa couverture pourraient augmenter de façon importante.

Impôt des sociétés

En estimant l'impôt sur les résultats à payer de la Société, la direction utilise des principes comptables pour déterminer les positions fiscales qui sont susceptibles d'être acceptées par les administrations fiscales compétentes. Il n'y a toutefois aucune garantie qu'il n'y aura pas d'écart important entre le montant réel de ses avantages fiscaux ou de son passif d'impôt et les estimations ou les attentes. La législation, la réglementation et les interprétations fiscales qui s'appliquent aux activités de la Société évoluent sans cesse. De plus, les avantages fiscaux futurs et les passifs d'impôt futur dépendent de facteurs qui sont essentiellement incertains et susceptibles de changer, notamment les résultats futurs, les taux d'imposition futurs et la répartition prévue des secteurs d'activité entre les différentes juridictions où la Société mène ses opérations. En outre, les déclarations de revenus de la Société font continuellement l'objet d'examen par les administrations fiscales compétentes. Ces administrations fiscales déterminent le montant réel de l'impôt à payer ou à recevoir, des avantages fiscaux futurs ou des passifs d'impôt futur ou de toute charge d'impôt sur les résultats que la Société pourrait être tenue de comptabiliser. Les montants déterminés par les autorités fiscales peuvent devenir définitifs et obligatoires pour la Société. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés ci-dessus pourrait avoir une incidence négative sur le résultat net ou les flux de trésorerie de la Société.

Risques juridiques et de conformité

Conformité environnementale

La Société est assujettie à plusieurs lois et règlements en matière d'environnement, notamment ceux portant sur les rejets dans l'air et dans l'eau, les émissions de substances dangereuses et toxiques et la remise en état de sites contaminés. Ces lois et règlements sur l'environnement exigent que la Société obtienne divers inscriptions, licences, permis et autres approbations en matière d'environnement et qu'elle effectue des inspections et des essais de conformité et respecte les délais concernant les exigences de communication afin de pouvoir faire fonctionner ses installations de fabrication et d'exploitation.

La conformité avec ces lois et règlements sur l'environnement continuera d'avoir une incidence sur les activités de la Société en lui imposant des frais d'exploitation et d'entretien ainsi que des dépenses en immobilisations nécessaires. L'omission de s'y conformer peut engendrer des mesures d'application civiles ou pénales susceptibles

d'entraîner, entre autres, le paiement d'amendes substantielles, souvent calculées quotidiennement, ou dans des cas extrêmes, l'interruption ou la suspension des activités à l'installation visée.

Aux termes des diverses lois et règlements fédéraux, provinciaux, étatiques et locaux, la Société, en qualité de propriétaire, de locataire ou d'exploitant, est susceptible d'être tenue responsable des frais d'enlèvement de contaminants ou de remise en état des sols se trouvant sur ses sites ou sur des propriétés avoisinantes. Les frais de remise en état et autres frais nécessaires au nettoyage ou traitement des sites contaminés peuvent être considérables. Toutefois, dans certains cas, la Société bénéficie d'indemnités de la part d'anciens propriétaires de ses sites. La présence de contaminants sur les sites de la Société ou en provenance de ceux-ci pourrait la rendre responsable envers des tiers ou des instances gouvernementales pour des lésions corporelles, l'endommagement de biens ou tout préjudice causé à l'environnement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société de vendre ou de louer ses biens immobiliers, ou de contracter des emprunts en offrant ces biens en garantie.

La possibilité que des changements importants soient apportés aux lois et aux règlements en matière d'environnement constitue un autre facteur de risque pour la Société. Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir l'issue et la nature de ces changements, ceux-ci pourraient faire augmenter de façon importante les dépenses en immobilisations et les frais engagés par la Société pour que ses installations visées se conforment à ces changements ou pourraient modifier la disponibilité ou les prix de certains produits tels que les produits de préservation achetés et utilisés par la Société.

Bien que la Société ait été partie à des litiges en matière d'environnement, notamment des réclamations pour préjudices physiques et pour diminution de la valeur de propriétés, les résultats et les coûts associés n'ont pas été importants. Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée que ce sera toujours le cas à l'avenir, étant donné que les résultats des différends sur les questions d'ordre environnemental et les décisions rendues sur les litiges en environnement restent imprévisibles.

Les activités de la Société se sont développées et son image s'est renforcée en grande partie grâce à sa production et sa livraison constante de produits de grande qualité, tout en maintenant un niveau élevé de responsabilité face à la protection de l'environnement. Les revendications des autorités réglementaires, des communautés ou des clients à l'égard de pratiques irresponsables pourraient porter atteinte à la réputation de la Société. Une publicité défavorable découlant de violations réelles ou perçues des lois, règlements sur l'environnement ou pratiques courantes de l'industrie pourrait avoir un effet négatif sur la fidélité de la clientèle, contribuer à réduire la demande, affaiblir la confiance du marché et, en dernier ressort, entraîner une réduction du cours des actions de la Société. Ces effets négatifs pourraient être ressentis même si les allégations n'étaient pas fondées et que la Société ne soit pas tenue responsable.

Litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'évaluer ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Bien que la conclusion ne puisse être prévue avec certitude, la Société fait régulièrement le point sur ces affaires et établit des provisions basées sur l'évaluation du résultat probable. Si l'évaluation du dénouement probable s'avérait inexacte, la Société pourrait ne pas avoir constitué les provisions nécessaires pour cette perte, ce qui serait susceptible d'avoir une incidence défavorable sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société et détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

La Société recourt à des instruments dérivés afin d'obtenir une couverture économique visant à atténuer divers facteurs de risque. La juste valeur de ces instruments s'entend du prix dont conviendraient des parties consentantes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté et en pleine connaissance de cause. Les justes valeurs de ces instruments dérivés sont déterminées à partir des prix sur des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. Lorsqu'aucun prix de marché n'est disponible, des techniques d'évaluation sont utilisées, notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés. La technique d'évaluation intègre l'ensemble des facteurs devant être pris en compte dans l'établissement d'un prix, y compris le propre risque de crédit de la Société, de même que le risque de crédit de la contrepartie.

Gestion des risques liés aux taux d'intérêt

Les risques liés aux taux d'intérêt correspondent au risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. La Société contracte des emprunts aussi bien à taux fixe qu'à taux variable. La gestion des risques a pour objectif de minimiser la possibilité que les fluctuations des taux d'intérêt aient des répercussions négatives sur les flux de trésorerie de la Société. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette à court et à long terme. Au 31 décembre 2021, la Société était partie à deux contrats de swap de taux d'intérêt comme couverture d'emprunts de 221 \$ millions et dont les dates d'échéance sont décembre 2026 et juin 2028. Ces instruments sont présentés à leur juste valeur et désignés comme couverture de flux de trésorerie. Au 31 décembre 2021, le ratio des emprunts à taux fixe et à taux variable s'établissait à 70 % et 30 %, respectivement, incluant l'incidence des positions de swap de taux d'intérêt (73 % et 27 %, respectivement, au 31 décembre 2020).

Gestion des risques liés aux taux de change

Les résultats financiers de la Société sont publiés en dollars canadiens, alors qu'une partie de ses activités est réalisée en dollars US. Les risques liés aux taux de change correspondent au risque de répercussions des fluctuations des taux de change sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie. La gestion des risques par la Société a pour objectif de réduire les risques de flux de trésorerie découlant des flux de trésorerie libellés en devises étrangères. Lorsque la couverture naturelle des ventes et des achats ne s'apparie pas, la Société recourt à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars US. Au 31 décembre 2021 la Société n'avait aucun contrat de change à terme en vigueur.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales conventions comptables utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables et jugements critiques sont respectivement décrites à la Note 2 et à la Note 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2021 et 2020.

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux IFRS et au Manuel de CPA Canada, Comptabilité – Partie 1.

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif ainsi que sur la divulgation d'éléments d'actif et de passif éventuels aux dates des états financiers, de même que sur le montant des produits et des charges déclarés au cours des périodes visées. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le contexte d'une acquisition. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, la conception et l'efficacité opérationnelle des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 décembre 2021, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus et opèrent de manière efficace.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances ont conclu que la conception et l'efficacité opérationnelle des CIIF étaient adéquates au 31 décembre 2021.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Stella Jones Inc. a adopté une approche progressive dans le cadre de sa migration vers un nouveau PGI. Afin de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière appropriés dans les catégories de produits qui ont migré vers le nouveau PGI, des changements pertinents ont été apportés.

Il n'y a eu aucune autre modification des CIIF durant la période s'échelonnant du 1^{er} octobre 2021 au 31 décembre 2021 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur les CIIF de la Société.

Il convient de noter que les activités liées aux entreprises Cahaba Pressure et Cahaba Timber, acquises le 19 novembre 2021, ont été exclues de l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Certaines informations financières liées aux acquisitions de Cahaba Pressure et Cahaba Timber aux termes de la limitation de

l'étendue du Règlement 52-109 se résumant comme suit. Au 31 décembre 2021, l'actif courant et l'actif non courant se chiffraient respectivement à 24 millions \$ et 34 millions \$, tandis que le passif courant s'élevait à six millions \$ et le passif non courant s'établissait à trois millions \$. Durant la période allant du 19 novembre 2021 au 31 décembre 2021, les ventes et le résultat net de Cahaba Pressure et Cahaba Timber se sont élevés respectivement à six millions \$ et à moins d'un million \$.

Le 8 mars 2022